



**Mémoire présenté dans le cadre des consultations prébudgétaires  
en prévision du prochain budget fédéral**

**Par : Chambre de commerce de Calgary**

## Recommandations

- **Recommandation 1 :** Offrir un soutien accru aux petites et moyennes entreprises en matière de capacité financière.
- **Recommandation 2 :** Prolonger le délai de remboursement des prêts du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes jusqu'à la fin de l'année 2025.
- **Recommandation 3 :** Veiller à ce que la capacité financière et la fiabilité soient au cœur de l'élaboration des politiques, en particulier en ce qui concerne le *Règlement sur l'électricité propre*.
- **Recommandation 4 :** Faire progresser les initiatives en matière de logement abordable en encourageant le développement de logements abordables, qu'ils soient ou non destinés au marché.
- **Recommandation 5 :** Augmenter les limites provinciales relatives aux nominations et prolonger la durée pendant laquelle les travailleurs peuvent rester au Canada.
- **Recommandation 6 :** Financer les entreprises locales pour aider les employeurs à créer des possibilités d'apprentissage intégré au travail et à accéder aux nouveaux talents locaux.
- **Recommandation 7 :** Établir la Corporation d'innovation du Canada à Calgary.
- **Recommandation 8 :** Appuyer les communautés rurales et autochtones qui cherchent à accéder à Internet haute vitesse en investissant dans le service à large bande en milieu rural.
- **Recommandation 9 :** Apporter des précisions sur les incitatifs associés au captage, à l'utilisation et au stockage du carbone, ainsi que les autres crédits d'impôt à l'investissement.
- **Recommandation 10 :** Promouvoir le développement de crédits d'impôt à la production pour [l'hydrogène propre, le captage, l'utilisation et le stockage du carbone](#) et les carburants à faible teneur en carbone au Canada.
- **Recommandation 11 :** Établir et mettre en œuvre des contrats relatifs au carbone fondés sur les différences.
- **Recommandation 12 :** Élaborer des incitatifs et des politiques visant à promouvoir la production de biocarburants, y compris de carburants durables pour l'aviation.
- **Recommandation 13 :** Débloquer des fonds pour faire progresser les infrastructures essentielles au sport, au divertissement, aux arts et à la culture, au tourisme et aux transports.
- **Recommandation 14 :** Faire progresser l'élaboration de la stratégie nationale en matière de chaîne d'approvisionnement.
- **Recommandation 15 :** Étudier la création d'une stratégie industrielle nationale.
- **Recommandation 16 :** Créer un programme national de garantie des prêts aux Autochtones.
- **Recommandation 17 :** Appuyer la recherche, le développement et l'innovation dans les établissements d'enseignement postsecondaire à travers le Canada grâce à une aide financière ciblée pour faire avancer la recherche ou contribuer à la commercialisation d'entreprises créées dans le cadre du système d'enseignement postsecondaire.

3 août 2023

**Peter Fonseca, député**

Mississauga East—Cooksville

Président du Comité permanent des finances

**OBJET : Mémoire prébudgétaire pour 2024 de la Chambre de commerce de Calgary présenté au Comité permanent des finances**

Monsieur Fonseca,

Je vous remercie de m'avoir donné l'occasion de présenter un mémoire au Comité permanent des finances en prévision du budget fédéral de 2024.

La Chambre de commerce de Calgary est encouragée par le fait que le gouvernement continue de mettre l'accent sur les investissements dans les technologies propres, l'infrastructure de la chaîne d'approvisionnement, le soutien au commerce intérieur et l'engagement à réduire les délais réglementaires. Dans le budget de 2024, nous espérons que ces priorités seront au premier plan, car nous reconnaissons qu'une communauté d'affaires forte et inclusive est synonyme d'une meilleure qualité de vie pour tous les Canadiens.

Assurer un bon équilibre entre les investissements stratégiques, le soutien aux entreprises et la planification budgétaire à long terme reste essentiel pour l'avenir financier du Canada. Les entreprises de l'Alberta continuent de faire face à des défis, l'[Enquête canadienne sur la situation des entreprises du deuxième trimestre de 2023](#) indiquant que leurs principales préoccupations restent la hausse des coûts (58,5 %), les pénuries de main-d'œuvre (36,4 %), l'attraction de clients (22,5 %) et les contraintes de la chaîne d'approvisionnement (18,9 %). Pour bon nombre d'entre elles, leur capacité à gérer ces pressions s'amenuise. Environ 36,5 % des entreprises albertaines ne sont pas en mesure de s'endetter davantage, nombre d'entre elles s'attendant à une baisse de leurs bénéfices et 7,4 % à la fermeture pure et simple de leur entreprise. Compte tenu de ces défis, le budget de 2024 doit trouver le juste équilibre entre les économies et la prudence budgétaire avec une politique stratégique et des incitatifs financiers convaincants qui soutiennent la réussite à court et à long terme des entreprises.

En consultation avec la communauté d'affaires de Calgary, le mémoire prébudgétaire ci-joint propose des recommandations qui renforceront la position économique du Canada en offrant un allègement aux entreprises confrontées aux pressions de la hausse des coûts et de l'inflation, en favorisant la compétitivité économique et la diversification partout au pays grâce à l'attraction des investissements, et en aidant ceux qui sont confrontés à des lacunes sur le plan des compétences et des pénuries de main-d'œuvre.

La Chambre de commerce de Calgary serait heureuse d'être choisie pour comparaître devant le Comité lorsque vous préparerez votre rapport cet automne. Pour ce faire ou si vous souhaitez obtenir de plus amples renseignements sur nos recommandations, n'hésitez pas à communiquer avec Ruhee Ismail-Teja, directeur, Politiques et communications, par courriel à l'adresse suivante : [RIsmailTeja@calgarychamber.com](mailto:RIsmailTeja@calgarychamber.com).

Je vous remercie à l'avance de l'attention que vous porterez à ma demande. Nous nous réjouissons de travailler avec vous et vos collègues du Comité pour accélérer un avenir durable et prospère pour tous les Canadiens.

Cordialement,



**Deborah Yedlin**

Présidente-directrice générale

Chambre de commerce de Calgary

# Mémoire prébudgétaire pour 2024 de la Chambre de commerce de Calgary présenté au Comité permanent des finances

Alors que [plusieurs investissements clés](#) ont été proposés dans le budget de 2023, la Chambre de commerce de Calgary continue de plaider en faveur d'initiatives importantes pour aider la communauté des affaires, y compris :

## CAPACITÉ FINANCIÈRE

- Offrir un soutien plus important aux petites et moyennes entreprises en matière de capacité financière, compte tenu des défis importants auxquels elles sont confrontées en matière d'inflation, de hausse des taux d'intérêt, de hausse des coûts de la main-d'œuvre, de chaînes d'approvisionnement et de hausse des coûts d'assurance.
- Prolonger automatiquement de deux ans, jusqu'à la fin de 2025, le délai de remboursement de l'actuel Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes, tout en maintenant l'accès à la portion non remboursable, ce qui donnera aux petites entreprises la possibilité d'accroître leur chiffre d'affaires sans être limitées par l'échéance actuelle établie à la fin de l'année 2023.
- S'assurer que la capacité financière et la fiabilité soient au cœur de l'élaboration des politiques. Il faut notamment s'engager à ce que les politiques de décarbonisation, y compris le *Règlement sur l'électricité propre*, privilégient une approche indifférente à la technologie à l'égard de la réduction des émissions, permettant aux marchés de sélectionner les technologies les plus rentables pour atteindre les objectifs climatiques. En outre, il convient d'[apporter des précisions sur l'aide financière](#), comme le crédit d'impôt à l'investissement dans l'électricité propre, qui vise à tendre vers l'objectif de systèmes électriques carboneutres d'ici 2035.
- Travailler avec d'autres ordres de gouvernement pour faire avancer les initiatives en matière de logement abordable, y compris celles décrites dans les [recommandations du groupe de travail sur le logement et l'abordabilité de la ville de Calgary](#), comme la création d'incitatifs pour des logements plus abordables, qu'ils soient ou non destinés au marché.

## TALENT ET MAIN-D'ŒUVRE

- Renforcer les mesures visant à remédier à la pénurie de main-d'œuvre et à donner aux nouveaux arrivants les moyens de réussir. [Compte tenu du fait que 36,4 % des entreprises de Calgary](#) prévoient être confrontées à des obstacles liés à la main-d'œuvre au cours du trimestre, le gouvernement devrait envisager des mesures qui appuient la reconnaissance des titres de compétences et d'accréditations pour s'assurer que les nouveaux arrivants sont en mesure de travailler dans des domaines à forte demande dès leur arrivée.
- Collaborer avec les entreprises établies en Alberta pour comprendre leurs besoins en matière de travailleurs étrangers temporaires, en déterminant les changements apportés aux programmes qui appuieront la croissance des entreprises, comme l'augmentation des limites provinciales de nomination, la prolongation de la période pendant laquelle les travailleurs peuvent rester au Canada et l'évaluation des options pour réduire le coût de l'étude d'impact sur le marché du travail.
- S'assurer que les jeunes Canadiens ont la possibilité de perfectionner leurs compétences et d'acquérir une expérience professionnelle précieuse en offrant du financement aux entreprises locales pour aider les employeurs à créer des possibilités d'apprentissage intégré au travail et à accéder aux talents locaux émergents.

- Accroître le soutien aux organismes d'aide à l'établissement des immigrants partout au pays, y compris les organismes locaux comme [The Centre for Newcomers](#) et [Immigrant Services Calgary](#), qui sont confrontés à des difficultés en raison de l'incertitude du financement. Ces organismes jouent un rôle essentiel dans l'établissement des nouveaux arrivants à Calgary et les aident à s'intégrer à la main-d'œuvre locale.

## TECHNOLOGIE ET INNOVATION

- Établir la [Coporation d'innovation du Canada](#) à Calgary, à la lumière de la *Loi sur la Corporation d'innovation du Canada* prévue dans le budget de l'année dernière et de la position de Calgary en tant qu'administration prééminente pour les innovations dans les technologies propres, les technologies agricoles, les technologies financières et d'autres secteurs économiques d'importance émergente.
- Aider les communautés rurales et autochtones qui cherchent à accéder à Internet haute vitesse en investissant dans le service à large bande en milieu rural et en mobilisant le secteur des télécommunications afin de parvenir à un accord sur l'examen de la politique canadienne du spectre. Il faut notamment évaluer une augmentation potentielle du nombre de licences de spectre et déterminer la nécessité d'imposer des conditions « d'utilisation ou de perte » pour toutes les licences de spectre jugées essentielles à l'offre d'une couverture universelle.
- Offrir des incitatifs qui encouragent les sociétés canadiennes de capital-risque à investir dans les entreprises canadiennes en offrant une aide financière attrayante qui réduit les risques d'investissement.
- Appuyer la création d'espaces de laboratoires humides partout au pays, afin de permettre aux jeunes entreprises d'un large éventail de secteurs d'atteindre l'étape de la validation de principe et du produit viable dans l'écosystème dans lequel elles sont établies.

## DÉCARBONISATION

- Apporter des précisions sur les incitatifs associés au captage, à l'utilisation et au stockage du carbone, ainsi que les autres crédits d'impôt à l'investissement, compte tenu de l'importance et de l'urgence des investissements dans les technologies de réduction des émissions pour atteindre les objectifs climatiques ambitieux du Canada.
- Promouvoir le développement de crédits d'impôt à la production (CIP) pour l'[hydrogène propre, le captage, l'utilisation et le stockage du carbone](#) et les carburants à faible teneur en carbone au Canada afin de réduire les risques d'investissement et de concurrencer l'*Inflation Reduction Act* (IRA; Loi sur la réduction de l'inflation) des États-Unis. Les crédits d'impôt proposés devraient être élargis à un CIP qui inclut les coûts directs et indirects du projet, les coûts d'investissement, les dépenses d'exploitation, les coûts de transmission, de stockage, d'exploration et de développement, afin d'offrir une plus grande certitude aux investisseurs. En outre, les CIP devraient inclure des options de paiement direct afin d'apporter une valeur ajoutée aux partenaires autochtones et aux fonds de pension. Les coûts encourus avant une décision d'investissement finale (DIF) devraient être partiellement admissibles, et totalement admissibles une fois la DIF prise. En outre, le CIP devrait garantir la neutralité des différentes méthodes de production, en se concentrant plutôt sur l'intensité du carbone.
- Promouvoir un système national de compensation des émissions de gaz à effet de serre à l'échelle de l'économie, *sans tenir compte des secteurs*, suivant des consultations avec l'industrie, les gouvernements provinciaux et territoriaux et les partenaires autochtones. Assurer l'harmonisation des systèmes de crédits compensatoires existants, y compris les systèmes provinciaux, afin de créer une cohérence entre les administrations et d'assurer la compatibilité avec la mise en œuvre anticipée de l'article 6 de l'Accord de Paris.

- Établir et mettre en œuvre des contrats relatifs au carbone fondés sur les différences suivant des consultations avec l'industrie. Les contrats relatifs au carbone fondés sur les différences seront essentiels pour réduire les risques d'investissement dans les projets de décarbonisation en garantissant des valeurs de crédit à long terme et en permettant aux entreprises d'accéder au financement.
- Élaborer des incitatifs et des politiques visant à promouvoir la production de biocarburants, y compris les biocarburants durables pour l'aviation, en tirant parti de l'expertise agricole du Canada pour être compétitif par rapport au [crédit de production de carburant propre](#) de l'IRA.

## INFRASTRUCTURES STRATÉGIQUES ET CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT

- Appuyer le dynamisme des communautés dans le centre-ville de Calgary en collaborant avec tous les ordres de gouvernement pour débloquer des fonds permettant de faire avancer des projets d'infrastructure essentiels pour le sport, le divertissement, les arts et la culture, le tourisme et les transports, afin d'attirer des personnes, des entreprises et des investisseurs dans la ville.
- Investir dans des infrastructures de transport qui relient l'aéroport de Calgary au centre-ville et à d'autres administrations, en renforçant la position de la ville en tant que point de départ pour le tourisme régional.
- Faire progresser l'élaboration de la stratégie nationale de la chaîne d'approvisionnement, compte tenu des problèmes de coûts et de délais auxquels sont confrontées les entreprises. Investir dans les infrastructures portuaires pour faciliter la croissance de nos marchés d'exportation au-delà des États-Unis.
- Étudier la création d'une stratégie industrielle nationale, élaborée en partenariat avec les entreprises et les secteurs économiques de l'ensemble du Canada, afin d'adopter une approche cohérente à l'égard de la croissance économique qui tire parti des atouts économiques traditionnels et émergents du Canada.
- Réduire les obstacles au commerce intérieur comme les restrictions en matière de licences, de transport et de mobilité de la main-d'œuvre en collaborant avec d'autres ordres de gouvernement, les chambres de commerce et d'autres intervenants à l'élaboration d'une initiative d'accélération du commerce intérieur axée sur l'augmentation des volumes d'échanges intérieurs et la réduction des obstacles au commerce intérieur.

## RÉCONCILIATION ÉCONOMIQUE

- Adopter les demandes d'organisations comme la [First Nations Major Project Coalition](#), qui demandent la création d'un programme national de garantie des prêts pour les Autochtones.
- Favoriser les possibilités pour les communautés autochtones d'acquérir des parts dans des projets majeurs, y compris et au-delà des possibilités d'exploitation des ressources, par l'entremise de la Banque de l'infrastructure du Canada et par la mise en place d'un programme fédéral de garantie de prêts pour les Autochtones, semblable à celui de l'[Alberta Indigenous Opportunities Corporation](#) (AIOC).

## AU SUJET DE LA CHAMBRE DE COMMERCE DE CALGARY

La Chambre de commerce de Calgary vise à aider les entreprises à prospérer. En tant que rassembleur et catalyseur d'une communauté d'affaires dynamique, inclusive et prospère, la Chambre s'efforce de renforcer la capacité et la résilience de ses membres ainsi que de positionner Calgary comme un pôle d'attraction pour les talents, la diversification et les possibilités. En tant qu'organisation indépendante, sans but lucratif et non partisane, nous nous appuyons sur nos 132 ans d'histoire pour servir et défendre les entreprises de toutes tailles, dans tous les secteurs et dans toute la ville.